

# Maurice tire les conséquences d'un bilan économique 2005 décevant

En 2005, l'économie mauricienne a connu une croissance réelle de 2,7% du produit intérieur brut (PIB), une performance considérablement en baisse par rapport à celle de 2004, évaluée à 4,7%. Ce taux de croissance inférieur aux attentes est dû à la mauvaise performance de quatre des principaux secteurs de l'économie.

Tout d'abord, la production sucrière, estimée en début d'année à 550 000 tonnes a finalement été de 520 000 tonnes, soit une baisse de 5,5%. Ensuite, le taux de croissance dans la zone franche a diminué de 12,3% en raison de l'effet combiné de la fin des quotas sur le commerce du textile, en janvier 2005, et de la concurrence grandissante

et le secteur financier. En 2005, le secteur du tourisme a progressé de 5,6%, principalement dû à un accroissement du nombre de touristes visitant l'île. Ainsi, 761 063 touristes ont visité le pays en 2005 par rapport à 718 861 en 2004. Les recettes brutes du tourisme en devises ont ainsi totalisé Rs 25.4 milliards. Ces résultats positifs s'expliquent par la sécurité qu'offre le pays, ainsi que les campagnes de promotion déployées par l'agence mauricienne de promotion du tourisme (Mauritius Tourism Promotion Authority – MTPA).

Le taux de croissance des services financiers était de 7,2% en 2005, une hausse conséquente comparée au 4,4% de 2004. Cela est dû à une croissance dans le secteur des assurances et dans le secteur « offshore banking ».

## Promotion des TIC, de la plateforme de pêche et des PME

Afin de rehausser la croissance et lutter contre le chômage chronique, l'Etat entend développer plusieurs secteurs d'avenir. Ainsi, le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est appelé à devenir un moteur important de l'économie du pays. Une première cybertour a ouvert ses portes à Ebène en 2004 et une deuxième est prévue pour la fin de l'année 2006. La première cybertour a attiré plusieurs entreprises internationales de renom opérant dans les sous-secteurs des logiciels, des centres d'appels et de la formation aux TIC. Les facteurs de croissance dans ce secteur sont l'accès à une main d'œuvre moins chère et à des coûts opérationnels réduits comparés à l'Europe et aux Etats-

### Les indicateurs macroéconomiques de base de l'île Maurice en 2005

Source : Ministère des Finances et du Développement Economique - 01 août 2006

Population ('000)	•	1,211
PIB (Rs. Millions)	•	163,860
Revenu [PIB] par tête d'habitant par an (Rs.)	•	131,769
Taux de croissance du PIB (%)	•	2.7
Taux d'épargne (%)	•	17.4
Taux d'investissement (%)	•	21.2
Exportations FOB (Total) (Rs. M)	•	59,247
- Sucre	•	10,181
- Zone Franche	•	29,187
Importations CIF (Rs. M)	•	93,371
Déficit budgétaire (% PIB)	•	-5,0
Chômage (%)	•	9.6
Inflation – Année financière. (%)	•	5
Nb. de firmes dans la Zone Franche	•	506

des pays à faibles coûts. Troisièmement, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a connu une baisse de 5,3% en 2005, surtout due à des retards, ou à la non-exécution, de plusieurs projets. En dernier lieu, le secteur manufacturier hors zone franche a connu une faible croissance de 1% en raison de la forte concurrence des importations pour ces entreprises tournées essentiellement vers le marché local. Cependant, l'île Maurice peut toujours compter sur les moteurs de croissance que sont le tourisme

## Quelques secteurs économiques dans le PIB 2005 de Maurice (%)



Le secteur manufacturier reste important dans l'économie mauricienne.

Source : Ministère des Finances et du Développement Economique -01 août 2006

Unis, ainsi que des facilités accordées par l'Etat en termes d'abattements fiscaux et de financement.

Un autre secteur d'avenir est celui du « Sea Food Hub ». Les autorités proposent des incitations et encouragent la création d'une plate-forme de transformation des produits de la mer. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et témoignent de la réalité concrète de ce secteur qui est d'ailleurs en pleine expansion. Avec une soixantaine d'entreprises en opération, le Sea Food Hub a généré en 2005 des recettes d'exportation de Rs 5 milliards. La plate-forme de pêche de Port-Louis emploie directement quelques 5 000 personnes. Les entreprises qui opèrent dans ce secteur sont de nationalités diverses : mauricienne, espagnole, américaine, malaisienne, française, britannique et taïwanaise, notamment. La palette d'activités dans laquelle sont engagées ces sociétés est toute aussi diversifiée allant de la pêche, à l'entreposage en passant par la transformation, la mise en conserve et l'exportation. Il y a aussi des activités annexes qui se sont développées telles que la fabrication des filets de pêche, la réparation, le carénage, l'approvisionnement en vivres et en carburant.

L'Etat ambitionne aussi de redynamiser les petites et moyennes entreprises (PME) afin que celles-ci soient créatrices de plus d'emplois. Les PME éprouvent maintes difficultés à s'épanouir surtout en raison des difficultés de financement et de formation. Les autorités envisagent de leur apporter un soutien tant financier que technique à travers ses diverses institutions notamment la Banque de Développement, « Entreprise Mauritius », le « SEHDA » et le « Board of Investment ».

### Le chômage et le déficit public sont les défis majeurs à relever

L'Ile Maurice est à la croisée des chemins... C'est la fin d'un modèle économique et le début d'une nouvelle ère. Les Mauriciens doivent se réinventer afin de faire face à des défis tant sur le plan local qu'international.

Sur le plan local, le taux de chômage ne cesse de grimper pour se situer à 9,6% à la fin de l'exercice 2005 contre 8,5% l'exercice précédent. Il y avait 52 100 chômeurs au 31 décembre 2005 pour une population active de 542 500 personnes. Il ressort que 20 % des chômeurs n'avaient même pas réussi le dernier examen pour le cycle primaire, le « Certificate of Primary Education » tandis que 47 % n'avaient pas leurs certificats d'études du cycle secondaire, le « School Certificate ».

Le déficit public représente un des défis majeurs à relever. Selon les dernières estimations, l'Etat terminera l'année financière 2005-06 avec un déficit public de 6 % du produit intérieur brut (PIB), si l'on tient compte des résultats des organismes parapublics. Le budget a accusé un déficit de 5,8 % du PIB en moyenne par an entre 2001 et 2005. Cependant, les normes internationales préconisent un écart de 3 % du PIB comme un seuil acceptable pour garantir la stabilité dans les trésoreries de l'Etat et par rapport à d'autres grands indicateurs macroéconomiques. L'Etat doit pratiquer une politique de discipline dans les dépenses en limitant la hausse des décaissements et combattre les diverses formes de mauvaise utilisation de fonds publics.

Quant à la dette publique, elle s'élève à environ Rs115 milliards, soit près de 70 % du PIB. Le remboursement de la dette absorbe 25 % des dépenses courantes du gouvernement. Ce qui laisse moins de ressources pour l'éducation, la santé, la formation et l'assistance sociale. Quand le service de la dette absorbe trop de ressources, le gouvernement est contraint d'emprunter pour financer d'autres dépenses. Quand le déficit augmente, le gouvernement emprunte davantage et a encore plus à rembourser. Il faudrait maintenant casser ce cercle vicieux du déficit et de la dette.

Sur le plan international, le prix du sucre va considérablement baisser et affecter notre économie. Le sucre a toujours constitué le principal pilier de l'économie mauricienne et a bénéficié d'un prix deux à trois fois supérieur aux cours mondiaux. Ce prix avantageux était associé au régime sucrier de l'Union Européenne. Cependant, l'Union Européenne réduira progressivement ce prix garanti de 36% entre 2006 et 2009. Au total, le processus de réduction privera l'Ile Maurice d'environ Rs 4 milliards de roupies de recettes. Les autorités ont mis en place un plan stratégique sur cinq ans afin de restructurer et de rationaliser le secteur sucrier. Le coût de cette restructuration est estimé à quelques Rs 25 milliards de roupies. Maurice a déjà entamé des procédures auprès de l'Union Européenne afin d'obtenir des ressources financières. Les résultats sont attendus durant le milieu de l'année 2006.

Maya **RAMCHURUN**

Economiste

Ministère des Finances et du Développement

Economique